

Autour du budget, la guerre des chiffres a repris entre MR et PS

Comme un petit air de campagne électorale, lorsque les deux partis s'écharpaient sur leur réforme fiscale. Pour les socialistes, le budget de la suédoise baigne dans le brouillard et douche les citoyens.

Laisant un peu de côté la polémique entourant les ministres N-VA, la joute politique s'est déplacée sur le champ socio-économique. Le PS passe le budget à la sulfateuse? Le MR réplique, pardi.

BENOÎT MATHIEU

On ne dirait pas, comme ça. Les chiffres, c'est amusant. Si, si. Ils ont l'air entiers, nets, précis, indiscutables. Sauf qu'on peut se les balancer à la figure, les plier, les interpréter, leur faire dire à peu près ce que l'on veut. Prenez les intentions budgétaires du gouvernement Michel I, sur la période 2015-2018. Floues et bancales, dénonce le PS. Précises et réalistes, rétorque le MR.

Déjà, la petite histoire autour de ces chiffres est amusante. Depuis lundi, l'opposition peste et les réclame à grands cris. Mercredi matin, le conseil des ministres de la suédoise ajuste les derniers détails et envoi, fin de journée, son tableau de bord à l'Europe, qui attendait de pied ferme – le tout, assorti d'un petit document explicatif de 48 pages, paraît-il. Fin de journée toujours, le tableau en question commence à circuler parmi les députés. Ils voulaient des chiffres, ils sont servis. Le PS ne perd pas une seconde et lance son institut Emile Vandervelde – une machine de guerre, disent ses admirateurs – sur le coup. Et voilà que le PS reconstruit l'entière du budget de la suédoise, sans trop se tromper, encore bien, affirme-t-il. Ce qui lui a permis, ce jeudi, de sortir la kalachnikov.

Dans la foulée, le MR convoque la presse. Et tient à remettre les points sur les «i». «C'est la première fois qu'une déclaration gouvernementale est assortie d'un budget pluriannuel précis», insiste Olivier Chastel, négociateur de la suédoise, ex-ministre du Budget et futur patron du MR. *J'aurais bien aimé, moi, quand j'ai débarqué au Budget en 2011, disposer d'une feuille de route pareille!*

Nouveau ou pas?

L'effort budgétaire, donc. Réparti sur les quatre années à venir, il se chiffre à 11,255 milliards d'euros. Ventilé de la sorte: 74% de réduction des dépenses et 26% de recettes, pour un retour à l'équilibre en 2018 – pour un éventuel boni, on verra en 2019. «L'Europe nous impose un assainissement de 0,5% du PIB par an», détaille un Olivier Chastel flanqué d'Hervé Jamar, le nouveau Monsieur Budget. *Nous avons dessiné une trajectoire qui réalise 0,6%, à quoi s'ajoute, en 2015 et 2016, un 'tampon' de 0,125%.*

Autre «i», autre point. Des politiques «nouvelles» décidées par Michel I, 70% ont en fait été instaurées par le gouvernement précédent, se gaussa Elio Di Rupo, revenu à

la présidence du PS. Olivier Chastel ne nie pas: oui, certaines mesures, comme le pacte de compétitivité, porte le sceau Di Rupo I. *«À la différence près qu'elle n'ont pas été financées. Autrement dit, nous avons dû dégager les moyens pour les mettre en œuvre!»*

Petite plongée dans les lignes de ce tableau, là où est nichée la polémique.

► **Dépenses primaires.** Soit, si l'on résume allègrement, les dépenses du gouvernement, exception faite de la Sécu. *«Les efforts en la matière sont d'une brutalité jamais vue»,* dénonce Elio Di Rupo. Jugez plutôt: 1,08 milliard de coupes en 2015, et une addition qui grimpe à 2,32 milliards à la fin 2018. Un remède choc? Cela revient à sabrer dans 20% des frais de fonctionnement, hors personnel, des administrations en 2015, à quoi s'ajoute une couche de 2% supplémentaire chaque année. Ou encore dans 22% des investissements, plus, à nouveau, 2% par an. *«Destruction des services à la collectivité!»*, tremble le PS.

Pour Olivier Chastel, la réalité est tout autre. C'est vrai, Michel I exige des efforts un brin plus costauds que ceux réalisés par Di Rupo I. De là à crier au drame. *«Nous annonçons la couleur à l'avance, voilà tout. Et ce afin de mieux planifier et de le faire de manière réfléchi. Il faut savoir que sous le précédent gouvernement, on était déjà à 15% de réduction des frais de fonctionnement et des investissements. Sans le dire. Je le sais: c'est moi qui, vers le mois de septembre, en 2012, 2013 et 2014, gelait toutes les dépenses. L'effort est un peu plus important, mais c'est*

sur tout la méthode qui a changé.» ↗

Dépenses toujours, le portefeuille de la SNCB sera, lui aussi, raboté. Certains ont mentionné plus de deux milliards; il n'en sera rien. L'effort est de 188 millions l'an prochain et totalisera 663 millions fin 2019.

► **Entreprises.** Allonger de un à deux mois la période d'incapacité couverte par les employeurs, voilà qui a fait bondir ces derniers. Un coût pour eux, une économie pour le gouvernement: 354 millions d'euros. L'entrée en vigueur a été repoussée d'un an. *«Nous examinerons les modalités précises début 2015, prévoit Olivier Chastel. Et étudierons en profondeur son impact. J'ai entendu des estimations farfelues, alors je précise: il n'est pas question de dépasser ces 354 millions.»*

Quant aux charges patronales, la suédoise confirme son intention de les voir plafonner à 25% d'ici la fin de la législature, contre les 33% théoriques actuels – la moyenne réelle étant plus proche des 28%. Le budget 2015-2018 n'y suffira sans doute pas. S'il faut un coup de rein supplémentaire, ce sera pour 2019.

► **Fiscalité.** Afin de donner de l'oxygène aux poches des travailleurs salariés, la suédoise a concocté ceci: une hausse des frais forfaitaires déductibles. Un «cadeau» de 900 millions. Plus une enveloppe de 150 millions, afin de ne pas oublier les indépendants qui, eux, fonctionnent en frais réels. Pas de quoi faire bondir de joie le PS. Qui y voit une certaine malice. Parce, explique-t-il, agir sur ces frais, c'est «travailler par le haut». Autrement dit, plus le salaire est costaud, plus le taux d'imposition marginal est élevé, plus le gain

5,348 milliards €

Le gouvernement coraqué par Charles Michel (MR) effectuera 5,348 milliards d'économies dans la sécurité sociale et coupera 2,32 milliards dans ses dépenses primaires.

dégagé par la mesure sera important. Pour «travailler par le bas» et favoriser les bas revenus, il aurait fallu s'appuyer sur la quotité de revenus exemptée d'impôt. Au passage, les experts du PS soulignent que la mesure pèsera aussi sur les épaules des Régions: 234 millions au total – de quoi se venger du fait que le saut index, hautement impopulaire, profite essentiellement aux entités fédérées?

► **Sécurité sociale.** Vous vous en doutez, c'est le chapitre qui fait le plus bondir, au boulevard de l'Em-

pereur, siège du parti socialiste. Imaginez: 5,348 milliards d'économies réalisées sur la Sécu – qui pèse, à la grosse louche, 84 milliards. Dont – la louche, toujours – 41% partent dans les pensions et 34% dans les soins de santé. «Or, les pensions, les allocations

de remplacement ou les soins de santé, ce sont des budgets qui augmentent de manière inéluctable, d'année en année, se désole Laurette Onkelinx, qui a dû se résoudre à lâcher les Affaires sociales et la Santé pour endosser le costume de la 'dame de fer' de l'opposition. *Le modèle social belge est en danger!*» Le PS aligne les chiffres: 384 millions d'euros coupés dans le chômage; 492,1 millions ôtés aux pensions; 604,4 millions d'économie en invalidité.

Et de se pencher plus particulièrement

sur les soins de santé. «Selon les estimations de l'Inami et du Bureau du Plan, les soins de santé coûteront 26,7 milliards en 2018, avance Laurette Onkelinx. Le gouvernement 'MR N-VA' prévoit 1,923 milliard de moins. Presque deux milliards d'économies qui se feront vraisemblablement sur le dos du patient. À titre de comparaison, cela représente la moitié du budget consacré aux médicaments, ou un quart de celui dédié aux hôpitaux!»

Pour sa part, Olivier Chastel affirme que son gouvernement dépensera 1,2 milliard de plus qu'aujourd'hui en soins de santé. Exact aussi. Ce que fait valoir le MR, c'est qu'il ne taille pas dans la manne consacrée à la santé, mais dans la hausse de celle-ci. Une hausse insoutenable, martèle-t-il. «En 2011, le déficit de la Sécu était de 1,1 milliard. Un chiffre passé à 6,1 milliards en 2014! Nous ne nous attaquons pas au financement des soins de santé, nous réduisons la hausse de leur coût.»

Mais une norme de croissance ramenée à 1,5%, contre 3% actuellement, n'est-ce pas intenable? «Les chiffres réels sont ceux-ci, poursuit Olivier Chastel. 1,87% en 2012; 0,9% en 2013; et pour 2014, cela devrait tourner autour des 2%. Avec 1,5%, on n'est pas très loin.»

AU PARLEMENT

FRANCKEN S'EXCUSE, LE PS CRIE «NO PASARAN!»

Les députés ont réintégré la Chambre jeudi après-midi afin de clôturer les débats sur la déclaration gouvernementale. Les chapitres «Intérieur», «Asile» et «Immigration» y ont été abordés, les portefeuilles détenus par les ministres les plus controversés de la coalition, les nationalistes Jan Jambon et Theo Francken. En fin de soirée, les débats étaient encore en cours et on attendait le vote de confiance. C'est le secrétaire d'Etat au passé sulfureux qui a pris le premier la parole

au perchoir, tentant d'y faire une courbe rentrante suite aux déclarations et actes passés qui ont choqué plus d'un Belge (propos racistes, rejet de la nationalité belge, participation à la fête d'anniversaire de l'ancien collaborateur Bob Maes).

Francken a présenté ses excuses pour ses déclarations «qui ont blessé certains», ajoutant qu'il serait un «secrétaire d'Etat agissant au nom de tous et dans le respect de chacun». L'opposition «multiculturelle» - Zakia Khattabi (Ecolo), Ahmed Laaouej (PS), Fatma Pehlivan (sp.a) - a alors émis ses doutes sur la sincérité du secrétaire d'Etat, clamant au passage sa fierté d'être Belge. «Le PS a entendu les excuses. Ce n'est pas rien mais ce n'est pas assez. Nous ne demandons

pas des excuses mais une démission», a ajouté Julie Fernandez Fernandez (PS), concluant par un «No Pasaran!»

(slogan espagnol antifasciste) retentissant. Elle a dénoncé la «faute» et la «faiblesse» de Charles Michel. Ce dernier avait laissé entendre la veille qu'il ne laisserait plus rien passer de la part de ses ministres N-VA. Il aurait fait comprendre à Francken qu'au nouvel écart, ce sera «directement la porte». **N.B.**